



Arrêt

**n° 78 864 du 5 mars 2012
dans l'affaire X / I**

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 10 janvier 2012 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 9 décembre 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 15 février 2012 convoquant les parties à l'audience du 19 mars 2012.

Entendu, en son rapport, C. ADAM, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me S. TOURNAY loco Me V. HENRION, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne et d'origine ethnique peul. Vous êtes de religion musulmane et vous n'avez aucune affiliation politique. Vous êtes aujourd'hui âgé de 17 ans.

Les faits que vous avez invoqués comme étant à la base de votre demande d'asile sont les suivants :

Le 3 avril 2011, à l'occasion du retour de Cellou Dalein Diallo à Conakry, vous vous rendez à l'aéroport dans le but de l'accueillir. Ce rassemblement est réprimé par les autorités guinéennes. À cette occasion, vous êtes arrêté et conduit à la gendarmerie de Hamdalaye. Vous y êtes placé en détention jusqu'au 3 juin. À cette date, votre évasion est rendue possible par un arrangement conclu entre votre père et un garde de la prison. Vous restez caché jusqu'au 18 juin 2011, date à laquelle vous êtes conduit à l'aéroport. Vous arrivez sur le territoire de la Belgique le 20 juin 2011 et vous introduisez votre demande d'asile le même jour.

B. Motivation

Force est de constater que l'analyse approfondie de vos déclarations n'a pas permis d'établir soit que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays, soit que vous encourez un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

Premièrement, les déclarations que vous avez faites sur la journée du 3 avril 2011 ne permettent pas de croire que vous étiez parmi les supporters de Cellou Dalein Diallo venus l'accueillir à l'aéroport.

Ainsi, vous prétendez vous être rendu à l'aéroport dans le but de saluer le retour de Cellou Dalein Diallo mais vous n'avez pas été capable d'expliquer le sens de votre démarche. Vous avez expliqué que c'était la première fois que vous vous déplaçiez dans le but de soutenir Cellou Dalein Diallo lors d'un rassemblement en sa faveur, mais vous ne pouvez expliquer pour quelle raison vous avez souhaité manifester votre soutien le 3 avril 2011. Vous avez affirmé que vous aimiez Cellou Dalein Diallo (CGRA, p.9), sans toutefois être en mesure de détailler vos propos. Invité à dire ce que vous connaissez de Cellou Dalein Diallo et du parti politique qu'il représente, vos propos sont restés sans consistance.

De plus, invité à indiquer d'où Cellou Dalein Diallo revenait ce jour-là, vous avez affirmé qu'il venait de France (CGRA, p.10). Or, selon nos informations, il a profité de son absence du territoire guinéen pour faire une tournée en Europe et en Afrique, mais l'avion qui l'a ramené à Conakry le 3 avril 2011 venait de Dakar et non de France (voir les informations jointes au dossier administratif).

Par ailleurs, vous affirmez être allé accueillir Cellou Diallo à « l'aéroport Bambeto » (CGRA, p.10). Or, il convient d'indiquer que le nom de l'aéroport national de Conakry est l'aéroport de Conakry Gbessia et non l'aéroport Bambeto comme vous l'avez mentionné (voir les informations au dossier). De plus, vous avez déclaré être arrivé à l'aéroport vers 9 heures du matin et vous avez ajouté qu'à votre arrivée, Cellou Dalein Diallo était déjà sur le territoire guinéen. Or, ces propos sont tout à fait improbables étant donné que l'avion qui ramenait Monsieur Diallo en Guinée a atterri à l'aéroport de Conakry à 14h19 (voir les informations jointes au dossier administratif). Cette incohérence chronologique de taille empêche de crédibiliser vos déclarations et permettent d'affirmer que vous n'étiez pas à l'aéroport lors de l'arrivée de Cellou Dalein Diallo le 3 avril 2011.

Deuxièmement, les déclarations que vous avez faites concernant votre détention à la gendarmerie de Hamdalaye et votre évasion de cet endroit n'ont pas non plus pu être qualifiées de crédibles.

Ainsi, vous avez affirmé avoir été détenu pendant deux mois avec trois autres détenus (CGRA, p.12). Pourtant, pendant toute cette période, vous n'avez appris que leurs prénoms, ce qui est invraisemblable. Vous expliquez avoir davantage sympathisé avec l'un d'entre eux, arrêté comme vous le 3 avril 2011, mais vous déclarez ne pas savoir les conditions exactes de son arrestation. Or, il est raisonnable de penser que si réellement vous aviez été détenu pendant deux mois avec une personne arrêtée au cours du même événement que vous, vous auriez échangé sur vos expériences respectives et seriez en mesure de nous faire part des circonstances de son arrestation. Que ce ne soit pas le cas empêche de croire en votre arrestation et en votre détention.

En outre, vous affirmez avoir pu vous évader grâce à un arrangement entre votre père et un de ses amis travaillant à la police (CGRA, p.13). Néanmoins, vous ignorez l'identité complète de cette personne et prétendez ne connaître que son prénom, ce qui n'est pas crédible. Vous ne savez pas non plus comment votre père et lui se sont liés d'amitié.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas possible d'établir la crédibilité de vos déclarations selon lesquelles vous auriez été parmi les personnes venues accueillir Cellou Dalein Diallo à son arrivée à Conakry et arrêtées dans ce contexte.

Troisièmement, quand bien même il serait établi que vous vous trouviez parmi la foule des manifestants lors du rassemblement en faveur de Cellou Dalein Diallo le 3 avril 2011 –quod non en l'occurrence-, il n'y a pas de raison de croire que vous seriez encore recherché aujourd'hui pour ces raisons. En effet, il ressort des informations mises à la disposition du Commissariat général (voir copie des informations jointes au dossier administratif) que le président guinéen, Alpha Condé, a accordé une amnistie à toutes les personnes ayant participé activement au retour de Cellou Dalein Diallo le 3 avril 2011, et ayant été condamnées pour ce fait. Dès lors que vous n'êtes ni impliqué ni actif au sein de l'UFDG (Union des forces démocratiques de Guinée), que vous n'avez participé à aucune manifestation en faveur de Cellou Dalein Diallo avant la date du 3 avril 2011 et que vous n'avez pas déclaré avoir rencontré de problème avec les autorités guinéennes avant cette date, il n'y a pas lieu de penser que vous pourriez connaître des problèmes avec vos autorités en cas d'un retour en Guinée. Soulignons par ailleurs que vous n'étiez pas au courant de cette grâce présidentielle (CGRA, p. 15), élément qui montre votre peu d'intérêt dans cette affaire, pour laquelle vous affirmez pourtant craindre des persécutions.

Enfin, en ce qui concerne la situation générale, les différentes sources d'information consultées s'accordent à dire que la situation sécuritaire en Guinée s'est fortement dégradée, suite aux reports successifs du second tour des élections présidentielles. Des violations des droits de l'homme ont été commises par les forces de sécurité guinéennes et on dénonce également des tensions politico-ethniques importantes, des attaques ayant particulièrement ciblé les militants politiques et les peuhls. La Guinée a donc été confrontée en 2010 à des tensions internes, des troubles intérieurs, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues.

Depuis lors, suite à la victoire d'Alpha Condé aux élections présidentielles, victoire acceptée par son rival, la situation semble relativement calme, même si des tensions sont palpables. Il incombe désormais au premier président civil de sortir le pays de la crise et d'organiser des élections législatives, très attendues par les perdants du scrutin. Les prochains mois seront donc décisifs pour l'avenir du pays.

L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle et il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays. A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2.

Au vu de ce qui précède, le Commissariat général estime que bien que vous étiez mineur au moment des faits, ce dont il a été tenu compte tout au long de votre procédure d'asile, vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 ou l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

J'attire l'attention du Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile sur le fait que vous êtes mineur(e) et que par conséquent, vous devez bénéficier de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la Belgique.»

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

3. La requête

3.1. A l'appui de son recours, la partie requérante soulève un moyen unique pris de la violation des articles 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe général de prudence et de bonne administration, dont celui selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause, ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation.

3.2. En conclusion, elle sollicite, à titre principal, d'infirmar la décision attaquée et de lui reconnaître la qualité de réfugié, à titre subsidiaire, d'infirmar la décision attaquée et de lui accorder le statut de protection subsidiaire et, à titre infiniment subsidiaire, d'annuler la décision querellée et de renvoyer le dossier à la partie défenderesse pour des investigations complémentaires.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

4.1. A la lecture de la décision attaquée, le Conseil constate que la partie défenderesse rejette la demande de protection internationale de la partie requérante en raison essentiellement de l'absence de crédibilité de son récit. Elle s'appuie à cet égard sur la présence d'une incohérence chronologique, ainsi que le caractère tantôt imprécis tantôt erroné de ses déclarations concernant les événements du 3 avril 2011 auxquels elle affirme avoir participé, son incarcération et son évasion. Elle ajoute que, en tout état de cause, sa participation, à cette « manifestation », à la supposée réelle, ne suffit pas à fonder des craintes raisonnables de persécution compte-tenu d'une part de son profil et d'autre part, des informations en sa possession qui font état d'une amnistie.

4.2. La partie requérante conteste cette analyse. Elle reproche en substance à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de la demande et se livre à une critique des divers motifs de la décision entreprise.

4.3. Les arguments des parties portent ainsi tant sur l'établissement des faits que, à supposer certains faits établis, sur le caractère raisonnable de la crainte alléguée.

4.4. Concernant l'établissement des faits, le Conseil constate, à l'instar de la partie défenderesse que la partie requérante ne parvient pas à donner à son récit, par le biais des informations qu'elle communique, une consistance et une cohérence telles que ses déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels elle fonde sa demande.

4.4.1. Le Conseil observe en effet que les motifs de la décision attaquée qui portent sur l'incohérence et les erreurs concernant les événements du 3 avril 2011 auxquels elle affirme avoir participé ainsi que le caractère sommaire de ses propos concernant ses compagnons de cellule et son ignorance complète de l'identité de la personne qui l'a aidée à s'évader se vérifient à la lecture du dossier administratif.

Ces motifs sont pertinents. Ils autorisent en effet valablement la partie défenderesse à mettre en cause la réalité des problèmes invoqués par la partie requérante, à savoir, sa participation aux événements du 3 avril 2011 et la détention qui s'en serait suivie, ainsi que par voie de conséquence, le bien-fondé des craintes qui en résultent. Ils suffisent, partant, à conclure que les déclarations de la partie requérante ne permettent pas d'établir, dans son chef, l'existence d'une crainte de persécution.

4.4.2. La partie requérante n'apporte dans sa requête aucune explication satisfaisante sur ces motifs spécifiques.

Elle tente de nier l'incohérence chronologique qui lui est reprochée - à savoir, qu'elle ait pu apercevoir Cellou Dalein Diallo lors de son arrivée à l'aéroport alors que l'avion de ce dernier n'a atterri que vers 14 heures -, en arguant avoir quitté son domicile à neuf heures du matin mais ne plus s'être souciée de l'heure par la suite. Le Conseil n'est nullement convaincu par cette argumentation. Il constate en effet que cette nouvelle version n'est pas conciliable avec les précédentes déclarations de la partie requérante ; celle-ci ayant clairement indiqué lors de son audition au Commissariat général qu'elle avait rejoint l'aéroport à 9 heures du matin et que Cellou Diallo était déjà sur place.

Elle fait valoir que les erreurs concernant le nom de l'aéroport et le pays d'où a décollé l'avion qui ramenait Cellou Dalein Diallo sont des détails futiles qui ne justifient nullement que son récit soit considéré comme non crédible. Le Conseil estime, pour sa part, que bien que moins importantes, ces erreurs, cumulées avec l'incohérence dont il lui est par ailleurs fait grief, viennent renforcer l'absence de crédibilité de ses déclarations.

Elle soutient que les usages culturels expliquent son ignorance des patronymes de ses codétenus et avance, au demeurant, qu'il s'agit d'éléments périphériques qui sont sans incidence sur la crédibilité de sa détention. Cette critique ne répond pas au constat, détaillé dans la décision attaquée, concernant son incapacité à préciser les conditions d'arrestation du seul de ses compagnons avec lequel elle a sympathisé au cours de ses deux mois de détention - ce qui est d'autant plus invraisemblable qu'ils ont été arrêtés en raison de leur participation respective au même événement - et n'est, partant, pas pertinente.

Concernant l'identité de la personne qui a organisé son évasion, elle rappelle qu'il s'agit d'un ami de son père qu'elle ne connaît pas ; argument qui n'est pas de nature à l'exonérer dès lors qu'elle ne prétend pas qu'elle n'a pas eu l'occasion et n'est toujours pas en mesure d'obtenir d'informations à ce sujet.

Elle fait encore valoir que les imprécisions qui lui sont reprochées s'expliquent par sa minorité et soutient que la partie défenderesse n'a pas suffisamment pris en considération le fait qu'elle était mineure d'âge. Le Conseil ne peut se rallier à cette critique. En effet, le rapport d'audition du 25 novembre 2011, qui figure au dossier administratif, indique clairement que la partie requérante était assistée de son avocat et de son tuteur, que son audition a été adaptée à son âge et menée par un agent spécialisé, et que diverses informations et précisions lui ont été préalablement fournies concernant le déroulement et la portée de l'audition, laquelle a été clôturée après lui avoir donné l'opportunité de signaler tout problème ou d'ajouter toute information. La critique formulée ne repose dès lors sur aucun fondement. Pour le surplus, le Conseil note que la partie requérante était âgée d'environ 17 ans à l'époque des faits relatés, soit un âge où il peut être raisonnablement attendu de sa part de pouvoir fournir certains détails élémentaires de son vécu personnel.

S'agissant du bénéfice du doute revendiqué en termes de requête, et quand bien même il devrait être interprété plus largement lorsque le demandeur est mineur d'âge, il n'en demeure pas moins qu'il ne trouve à s'appliquer que « *que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié*, Genève, septembre 1979, § 204), *quod non* en l'espèce.

Pour le surplus, les autres arguments de la requête sont inopérants dès lors qu'ils portent sur des motifs de la décision entreprise que le Conseil juge surabondants à ce stade de l'examen de la demande.

4.4.3. Au demeurant, la partie requérante ne fournit dans sa requête aucun élément de nature à établir la réalité des faits évoqués et le bien-fondé des craintes invoquées.

4.5. La partie requérante fait encore état, dans sa requête, de l'existence de persécutions pour les membres de l'ethnie peuhle en Guinée. Force est cependant de constater que, hormis les problèmes consécutifs à son « engagement politique » évoqués lors de son audition du 25 novembre 2011 et auxquels aucun crédit ne peut être accordé, elle ne fait état d'aucune autre difficulté qu'elle aurait rencontrée du fait de son appartenance à l'ethnie peuhle. La partie défenderesse a, pour sa part, joint un S.R.B. relatif à la situation sécuritaire en Guinée qui, s'il relate l'existence d'exactions ayant plus particulièrement ciblé les Peuhls, n'autorise néanmoins pas à conclure que ces derniers seraient actuellement victimes d'une persécution de groupe en Guinée. Dans ces conditions et dès lors que la partie requérante ne démontre ni ne soutient au demeurant que tel serait le cas, le Conseil estime que sa crainte à ce sujet est dépourvue de fondement.

4.6. Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

5. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

5.1. La partie requérante sollicite le statut de protection subsidiaire visé à l'article 48/4 de la loi, sur la base des mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié et insiste sur sa qualité de peuhle qui devrait selon elle, conduire, à lui accorder temporairement une protection compte tenu de la situation difficile qui règne dans son pays pour les membres de cette ethnie.

5.2. En l'espèce, dès lors que la partie requérante n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour crédibles, force est de conclure qu'il n'existe pas de « *sérieux motifs de croire* » que la partie requérante encourrait un risque réel de subir, en raison de ces mêmes faits, « *la peine de mort ou l'exécution* » ou encore « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi. S'agissant de sa qualité de peuhle, le Conseil renvoie aux développements exposés au point 4.5. du présent arrêt qui s'appliquent mutatis mutandis.

5.3 S'agissant de l'application de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse estime qu'il ressort des informations recueillies à son initiative que « *la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle* » et qu'« *qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays* ». Elle conclut qu'« *il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, § 2[, c]* » précité. En l'espèce, la partie requérante conteste qu'il n'y ait pas de violence aveugle mais admet l'absence de conflit armé. L'une au moins des conditions cumulatives requises pour que trouve à s'appliquer l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980, fait en conséquence défaut en sorte que la partie requérante ne peut pas se prévaloir de cette disposition.

5.4. Il se déduit des considérations qui précèdent que la partie requérante n'établit pas qu'il y a de sérieux motifs de croire que si elle était renvoyée dans son pays d'origine, elle encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

6. La demande d'annulation

La partie requérante sollicite, à titre infiniment subsidiaire, d'« *infirmer la décision du C.G.R.A.ci-annexée et renvoyer dossier pour examen approfondi auprès de ses services* ».

Le Conseil rappelle que conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 15 décembre 1980, il exerce une compétence de pleine juridiction lorsqu'il est saisi, comme en l'espèce, d'un recours à l'encontre d'une décision du Commissaire général, autre qu'une décision visée à l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi. A ce titre, il ne peut annuler ladite décision que dans les deux hypothèses prévues par l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, de cette loi, à savoir : « *soit pour la raison que la décision attaquée est entachée d'une irrégularité substantielle qui ne saurait être réparée par le Conseil, soit parce qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation [de la décision attaquée] sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires* ».

En l'espèce, le Conseil, n'apercevant dans la décision attaquée aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer, et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a statué sur la demande d'asile de la partie requérante en confirmant la décision attaquée.

Par conséquent, la demande d'annulation est devenue sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le cinq avril deux mille douze par :

Mme C. ADAM,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

C. ADAM